

**Convention collective départementale**

IDCC : 2294. – **INDUSTRIES ET MÉTIERS  
DE LA MÉTALLURGIE DE L'AUBE**  
**(5 juin 2002)**

*(Bulletin officiel n° 2002-11 bis)*  
*(Etendue par arrêté du 14 juin 2004,*  
*Journal officiel du 23 juin 2004)*

---

■ *Journal officiel* du 21 juillet 2006

**Arrêté du 11 juillet 2006 portant extension d'accords conclus dans  
le cadre de la convention collective départementale des industries  
et métiers de la métallurgie de l'Aube (n° 2294)**

NOR : SOCT0611466A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 14 juin 2004 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 14 avril 2005, portant extension de la convention collective départementale des industries et métiers de la métallurgie de l'Aube du 5 juin 2002 et des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'accord du 15 décembre 2005, relatif à l'indemnité de transport, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu l'accord du 15 décembre 2005, relatif aux salaires minimaux effectifs garantis et aux rémunérations minimales hiérarchiques, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 31 mai 2006 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu les avis motivés de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueillis suivant la procédure prévue à l'article R. 133-2 du code du travail,

Arrête :

### **Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective départementale des industries et métiers de la métallurgie de l'Aube du 5 juin 2002, à l'exclusion des classes d'activités NAP 13.15 (production et transformation de matières fissiles), NAP 13.16 (production et transformation de matières fertiles) et NAP 54.03 (fabrication de bateaux de plaisance) ainsi qu'à l'exclusion du secteur de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions :

- de l'accord du 15 décembre 2005, relatif à l'indemnité de transport, conclu dans le cadre de la convention collective nationale susvisée ;
- de l'accord du 15 décembre 2005, relatif aux salaires minimaux effectifs garantis et aux rémunérations minimales hiérarchiques, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Ce dernier accord est étendu sous réserve de l'application des dispositions du second alinéa de l'article 5 de l'accord national métallurgie du 13 juillet 1983, relatif aux rémunérations minimales hiérarchiques, tel que modifié par l'avenant du 17 janvier 1991.

### **Article 2**

L'extension des effets et sanctions des accords susvisés est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits accords.

### **Article 3**

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 juillet 2006.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur des relations du travail,*  
J.-D. COMBEXELLE

*Nota.* – Les textes des accords susvisés ont été publiés au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2006/18, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix unitaire de 7,61 €.